

Europe

LE SPD ET LA DISSUASION NUCLÉAIRE EN VUE DES ÉLECTIONS DE 2021

Ernst Stetter

21/05/2020

La récente annonce par la ministre de la Défense allemande que Berlin avait l'intention de remplacer une partie de ses avions de chasse par des appareils américains capables de transporter des têtes nucléaires a créé le débat au sein du SPD. L'aile gauche du parti social-démocrate s'est en effet saisie de la question pour affirmer son souhait de voir le retrait de toutes les armes nucléaires présentes en Europe. Pour Ernst Stetter, ancien secrétaire général de la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), cet alignement du SPD sur les positions idéalistes déjà exprimées par Die Linke et les Verts pourrait annoncer une recomposition politique de la gauche allemande en prévision des élections fédérales de 2021.

En pleine crise du coronavirus, une annonce de l'agence presse allemande publiée le 25 mars 2020 a déclenché un intense débat au sein du camp social-démocrate à propos d'un aspect essentiel de sa sécurité nationale et la défense européenne : la stratégie du partage nucléaire de l'OTAN.

La dissuasion et le partage nucléaire de l'OTAN

Ce partage nucléaire fait partie intégrante de la politique de dissuasion nucléaire de l'Alliance atlantique. Il permet d'impliquer dans la planification de l'utilisation des armes nucléaires les pays membres de l'OTAN qui ne sont pas dotés d'un tel armement.

Les armes nucléaires restent naturellement sous le contrôle absolu des États-Unis, mais les Alliés concernés agissent en appui de ces derniers en utilisant leurs capacités militaires conventionnelles pour transporter les bombes jusqu'à leur lieu de stockage et de déploiement.

La ministre de la Défense, Annegret Kramp-Karrenbauer, a ainsi annoncé que les avions de chasse allemands devraient être remplacés d'ici 2025 non pas simplement par des avions de chasse européens (Eurofighter) mais par un mix devant notamment inclure 45 avions de chasse F-18 du constructeur américain Boeing dans leurs deux versions: les F/A-18E/F 'Super Hornet', capables de transporter des armes nucléaires, et les EA-18EG 'Growler', capables d'opérer au cours d'une guerre

électronique.

Selon l'agence de presse allemande DPA, la ministre de la Défense serait déjà tombée pratiquement d'accord avec les responsables américains du Pentagone et de Boeing. Il suffisait donc simplement, en principe, que le Bundestag approuve le plan du gouvernement.

Mais c'est précisément à cause du partage nucléaire avec l'OTAN que le projet est politiquement sensible. En effet, et même si l'information n'a jamais été officiellement confirmée par les autorités, il s'agit d'un secret de polichinelle de la sécurité nationale allemande : 20 bombes gravimétriques thermonucléaires B61 des forces armées américaines sont stockées à Büchel, dans l'Eifel, et devraient, en cas de conflit, être transportées par des avions de chasse allemands.

La polémique est d'autant plus vive qu'il faut se rappeler que l'Allemagne est signataire du traité de non-prolifération nucléaire, entré en vigueur il y a déjà cinquante ans, et que les espoirs d'un désarmement nucléaire mondial que celui-ci portait n'ont jusqu'à présent pas été satisfaits.

Le débat de désarmement nucléaire en Allemagne

Dès l'annonce de la nécessité du remplacement des avions de chasse de l'armée allemande, l'aile gauche du SPD, Die Linke et les Verts ont saisi l'occasion pour relancer le débat sur le retrait de toutes les armes nucléaires présentes en Europe. Dans [un article du Vorwärts](#), la vice-présidente du groupe parlementaire du SPD au Bundestag, Gabriele Heinrich, a ainsi affirmé que le moment était venu d'avoir une discussion fondamentale sur la manière de parvenir à un monde sans armes nucléaires et que, sans prendre de décisions précipitées, ce débat devait intégrer la question du partage nucléaire.

Sa position a été appuyée par son collègue Rolf Mützenich, président du groupe parlementaire du SPD, qui dans une [interview donnée au journal Der Tagespiegel](#) déclarait le 3 mai 2020 qu'il était temps que l'Allemagne interdise de façon catégorique le stationnement des armes nucléaires sur son territoire.

Il avait lui-même été devancé par [le co-président du SPD, Norbert Walter-Borjans](#), qui déclarait le 2 mai dans le FAS sa ferme opposition à l'utilisation des armes nucléaires et son refus de valider l'achat de nouveaux avions de chasse destinés à servir de bombardiers nucléaires. Sa position de principe est également liée à la personnalité de Donald Trump, dont l'imprévisibilité remet en question la confiance mutuelle sur laquelle se base l'OTAN.

Ces déclarations ont suscité de nombreuses réactions dans toute la presse allemande, à la fois parmi les intellectuels et de la part des anciens dirigeants du SPD. Connus pour son positionnement très offensif vis-à-vis de l'actuelle direction du parti, Sigmar Gabriel a ainsi écrit dans [le Tagesspiegel](#) un éditorial particulièrement critique contre les dirigeants actuels de son propre camp : "De gauche à droite, il y a un désir en Allemagne de devenir comme la Suisse ou l'Autriche : économiquement prospère, politiquement neutre, pour ne pas dire sans importance. (...) Le SPD devrait savoir que si le plus grand pays d'Europe – l'Allemagne – devient une nuisance de la politique de sécurité européenne ou venait même à quitter l'OTAN, cela serait une invitation à déstabiliser l'Europe ! Non seulement pour la Russie, mais aussi pour l'actuel président américain Trump".

Dans un article publié par la revue intellectuelle progressiste *Cicero*, [Rudolf Scharping](#), ancien président du SPD et ministre de la Défense de Gerhard Schröder, a analysé l'évolution de la pensée des sociaux-démocrates sur la question de la stratégie européenne et transatlantique de défense et de sécurité depuis le mandat de Willy Brandt. Il y rappelle que, dès 1968, ce dernier déclarait à Genève que pour l'Allemagne, la clé de la paix se trouvait dans un ancrage ferme au sein de l'Europe et de l'Alliance atlantique. Rudolf Scharping conclut son article en rappelant que ce constat est toujours valable aujourd'hui.

L'ouverture du SPD vers la gauche pacifiste

La querelle actuelle ne porte donc pas simplement sur la question du renouvellement des vieux avions de chasse de la Bundeswehr. Il s'agit là d'un débat de fond. Du choix qui en ressortira pourrait découler l'avenir du SPD : un isolement stratégique, ou au contraire l'ouverture vers une réunification de la gauche allemande.

L'actuel leadership du SPD aspire à un monde sans armes nucléaires. Un tel objectif est évidemment officiellement partagé par la plupart des pays du monde occidental. Mais depuis la Seconde Guerre mondiale, l'ordre international repose sur l'équilibre des forces. L'Allemagne n'est pas un îlot isolé du monde et ne peut se défendre seule contre des menaces potentielles : l'Union européenne et l'OTAN constituent encore et toujours la garantie de la sécurité allemande.

La critique des armes nucléaires ne peut être uniquement dirigée contre les démocraties occidentales, l'Amérique et Donald Trump. Il est impératif d'intégrer dans la réflexion stratégique la réalité de ce que sont la Russie de Poutine et la Chine de Xi Jinping, sans oublier les autres puissances nucléaires. Dans un article paru dans [le FAZ](#), le très renommé historien August Winkler a ainsi expliqué qu'il craignait que le débat tel qu'il était actuellement posé puisse à terme remettre en cause l'intégration occidentale de l'Allemagne.

Le SPD a été la cible de critiques farouches de la part de ses partenaires de la coalition gouvernementale. Le CDU/CSU insiste sur le fait que tant qu'existeront des puissances nucléaires dont les régimes politiques refusent d'intégrer notre communauté de valeurs, l'Allemagne continuerait à avoir besoin de la dissuasion de l'OTAN et du partage nucléaire qu'elle implique. Le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert, a ainsi décrit la participation allemande au partage nucléaire comme "un élément important d'une dissuasion crédible dans l'alliance" tandis que le ministre des Affaires étrangères Heiko Maas, lui-même issu du SPD, a déclaré que ces propositions de retrait unilatéral "affaiblissaient nos alliances".

Les ressentiments du SPD vis-à-vis de la France

Au delà de ces déclarations contre l'OTAN et le nucléaire, la direction du SPD se positionne également contre une coopération plus étroite avec la France en matière de défense. Elle refuse de s'associer aux débats actuels sur la possibilité d'un partenariat franco-allemand, voire européen, autour de la dissuasion nucléaire. Emmanuel Macron avait lui-même lancé l'idée en février dernier à l'occasion d'un discours prononcé à l'École de guerre. Il avait alors appelé à un "sursaut de l'Union européenne" dans le but de "définir ses intérêts fondamentaux".

Dès le lendemain du discours du président français, le secrétaire général du SPD, Lars Klingbeil, avait vivement rejeté cette proposition d'explorer la possibilité d'un pacte nucléaire franco-allemand : alors que la CDU a demandé à pouvoir discuter avec la France de cette proposition, le dirigeant du SPD a expliqué qu'il considérait pour sa part qu'un tel dispositif ne rendrait pas l'Allemagne plus sûre.

La dissuasion nucléaire reste toutefois une épine dans les débats franco-allemands sur la politique de sécurité. Une bombe atomique franco-allemande aurait des effets considérables sur l'ensemble de l'Europe, sur les partenaires de l'Union européenne et, bien sûr, sur les relations franco-allemandes.

Mais force est de constater que sur la question nucléaire les deux voisins ne discutent pas ensemble, mais séparément. Les débats au sein du SPD et dans le reste de la classe politique allemande ont tendance à oublier le fait que la doctrine nucléaire française n'a jamais été conçue pour être soumise à une quelconque coopération extérieure. La France ne participe ainsi même pas au groupe de planification nucléaire de l'OTAN. Les présidents de la République française se considèrent comme les seuls détenteurs de la force de frappe nucléaire du pays, et aucun ne souhaite pouvoir être soumis à une ingérence étrangère. La France continue en effet de considérer l'indépendance nucléaire comme un aspect essentiel de sa souveraineté, et l'interview donnée en

novembre dernier par Emmanuel Macron dans *The Economist* a encore illustré la permanence de cette pensée.

Cependant le gouvernement français constate le retrait américain du continent européen. Amorcé au moment de l'invasion de l'Irak, continué pendant la présidence Obama, celui-ci a été rendu encore plus visible depuis le début du mandat de Donald Trump. Quel que soit le vainqueur de la prochaine élection présidentielle américaine, cette évolution stratégique est appelée à se poursuivre. Après le séisme du Brexit et le retrait de la seule autre puissance nucléaire du Vieux Continent, Paris voit là une nouvelle raison de pousser l'Europe à développer, sous l'égide de la France, sa propre stratégie nucléaire autonome.

À l'aube des élections fédérales en 2021

La question reste malgré tout de savoir pourquoi, en pleine crise du coronavirus, la direction du SPD a décidé de lancer un débat sur un aspect essentiel de la stratégie nationale de sécurité et de défense sans toutefois être en mesure de proposer une réponse claire sur les contours de la nouvelle approche qu'elle souhaiterait en la matière.

Malgré leurs dénégations, les positions exprimées par Rolf Mützenich et Norbert Walter-Borjans reviennent à proposer de faire partiellement sortir l'Allemagne de l'Alliance occidentale. Si le SPD venait à officiellement endosser ce programme, le parti social-démocrate allemand se rapprocherait alors clairement des positions défendues par Die Linke et par les pacifistes des Verts.

C'est là la leçon politique majeure qu'il faut retenir de cette séquence. Elle indique que le SPD a déjà débuté sa campagne pour les élections fédérales de 2021. Dans ces conditions, il est évident qu'une nouvelle coalition avec ses partenaires actuels de la CDU/CSU ne serait plus à l'ordre du jour : l'objectif des sociaux-démocrates serait donc de rester au gouvernement fédéral à la tête d'une nouvelle coalition "rouge-rouge-vert", soit une alliance entre le SPD, Die Linke et les Verts.

Il s'agirait là d'un changement radical de la stratégie électorale du SPD, qui avait jusqu'ici toujours été guidée par l'idée qu'il lui fallait d'abord convaincre les électeurs centristes pour pouvoir espérer accéder à la chancellerie. Ce fut la stratégie adoptée tour à tour par Willy Brandt et Helmut Schmidt lorsqu'ils formèrent une coalition avec les libéraux, puis par Gerhard Schröder, qui avait constitué avec les Verts de l'époque ce qui était alors considéré comme un gouvernement centriste. Les grandes coalitions formées avec la CDU/CSU sous les différents mandats d'Angela Merkel reflètent encore aujourd'hui la prévalence de cette idée. Néanmoins, celle-ci pourrait avoir fait son temps.

Elle est en effet de plus en plus démentie par les résultats électoraux : de scores dépassant autrefois les 40%, le SPD est tombé en 2018 à 20% des voix.

Cette nouvelle réalité politique pourrait bien justifier la radicalité d'un tel changement dans la doctrine de la politique étrangère du SPD. **Les derniers sondages** semblent en tout cas donner raison à ses initiateurs. Le SPD y patine autour de 16%, à égalité avec les Verts, tandis que Die Linke ne dépasse pas les 8%. Dans l'hypothèse où les libéraux passeraient sous la barre des 5% et ne seraient plus représentés au Bundestag et où l'AFD gagnerait plus de 10% des suffrages, les partis de gauche seraient en mesure de former une coalition majoritaire.

Pour se maintenir au pouvoir dans un tel paysage électoral qui la placerait aux alentours de 38%, la CDU/CSU devrait alors convaincre les Verts d'entrer dans leur gouvernement et d'accepter de travailler sous les ordres du successeur d'Angela Merkel. Si les Verts pourraient se laisser séduire par Armin Laschet, une alliance serait cependant beaucoup plus difficile à imaginer si un conservateur comme Friedrich Merz ou le ministre-président de la Bavière, Markus Söder, devait prendre la suite de la chancelière à la tête de la droite allemande.